

LE BOLCHEVIK



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE – Section sympathisante de la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE



Troupes britanniques en Allemagne

Boycott des élections "européennes"

A bas le Marché commun de l'Europe de l'OTAN!

Nous reproduisons ci-après le tract de la tendance spartaciste internationale sur les élections à cette "caverne des brigands" qu'est le "Parlement" européen, tract publié dans leurs langues respectives par la Troztkistische Liga Deutschlands, la Spartacist League/Britain, la Ligue trotskyste de France, ainsi que par la Lega Troztkysta d'Italia.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Lutte Ouvrière (LO) ont conclu un bloc électoral sans principes : LO ne se prononce "ni pour ni contre" le marché commun, tandis que la LCR s'y oppose... dans la forme. Mais toutes deux s'empressent de se porter candidat à cette extension politique et économique de l'OTAN. Il faut croire que les crétinistes parlementaires de LO et de la LCR n'hésiteraient pas à présen-

ter des candidats au conseil de l'OTAN et à l'ONU, si de telles élections existaient!

Ce bloc entre LO et la LCR se "justifie" par le financement de la campagne par LO en échange des voix apportées par la LCR pour franchir la barre des 5%, afin de faire siéger la pasionaria Arlette et Krivine au sein de la "représentation du peuple français" dans l'alliance antisoviétique des impérialismes européens. L'abandon ignoble de LO et de la LCR dans leur campagne du principe trotskyste de défense militaire inconditionnelle de l'URSS face à l'impérialisme ne fait qu'exprimer de nouveau que la LCR et LO n'ont rien à voir avec les principes de Léon Trotsky et de la Quatrième Internationale qu'il a fondée.

Suite page 2

Suite de la page 1

Depuis sa création, il y a plus de 20 ans, la Communauté économique européenne (CEE) ou Marché commun est une alliance impérialiste dirigée au fond contre l'Etat ouvrier soviétique bureaucratiquement dégénéré, bastion industriel et militaire du tiers du monde où le régime capitaliste a été renversé. En juin, les premières élections directes du "Parlement" européen de Strasbourg mettent la question de la CEE devant la classe ouvrière de l'Europe capitaliste.

Personne n'est surpris que les crétinistes parlementaires du Labour Party britannique et du Parti communiste français soient candidats dans ces élections, même s'ils sont formellement opposés au Marché commun capitaliste institutionnalisé. Mais on pourrait penser qu'une tendance internationale, qui se prétend "marxiste-révolutionnaire", qui déclare que "les travailleuses et les travailleurs n'ont rien à espérer ni rien à défendre de ce Marché commun capitaliste ou de son Parlement", ne participerait pas à cette farce euro-impérialiste. Pourtant, le Secrétariat unifié (SU) d'Ernest Mandel, pseudo-trotskyiste, non seulement présente des candidats à cet appendice économique de l'OTAN, mais en fait sa grande campagne de la saison.

A l'origine, la CEE fut créée au milieu des années 50 dans le cadre de la réorganisation de l'Europe de l'Ouest orchestrée par les Etats-Unis contre le bloc soviétique. Les politiciens de Washington craignaient que l'opposition française à la domination allemande de l'Europe ne conduise à un renouveau de l'alliance traditionnelle de Paris avec Moscou, comme en 1935 avec le pacte Staline-Laval. Le Marché commun a été et reste un compromis essentiellement entre les classes dirigeantes française et allemande dans le contexte de leur alliance politique et militaire contre l'URSS. La déclaration d'Ernest Mandel disant que le Marché commun est un embryon d'Etats-Unis capitalistes d'Europe, "une étape intermédiaire entre une simple confédération lâche d'Etats et un Etat suprational" (*Rouge*, 27 avril), est du réformisme utopique. La CEE est plutôt le moyen par lequel l'impérialisme ouest-allemand aide à financer l'unité du "monde libre". Les élections directes à cet organisme totalement impotent sont une tentative de donner une façade pseudo-démocratique à une alliance d'Etats-nations impérialistes.

Objections réformistes au Marché commun

Le régime du marché libre imposé par l'Allemagne de l'Ouest dans la CEE entame certaines politiques réformistes favorites, telles les subventions à l'industrie nationalisée. Il y a donc une opposition nationale-réformiste au Marché commun, particulièrement forte en Grande-Bretagne qui est aussi durement touchée à cause de son protectionnisme agricole. Notre opposition principielle à la CEE, et à son expansion, n'a rien à voir avec le social-chauvinisme de la gauche du Labour Party britannique ou des stalinien français. Nous ne nous opposons pas à la CEE principalement parce que la bureaucratie de Bruxelles peut sur le papier passer outre les décisions des Parlements nationaux. Nous ne nous préoccupons guère non plus de ce que les règlements du Marché commun peuvent restreindre telle ou telle forme d'intervention de l'Etat dans l'économie. Nous nous opposons implacablement à la CEE avant tout parce qu'elle fournit le ciment économique qui maintient en place l'alliance impérialiste occidentale contre l'Union soviétique.

Comprenant que le Marché commun agressivement capitaliste n'a pas grande popularité parmi les ouvriers conscients de leurs intérêts de classe en France et en Grande-Bretagne, le Parti social-démocrate allemand (SPD) se présente avec une façade gauche dans ces élections. Avec Willy Brandt en tête de liste, le SPD présente ses bureaucrates syndicaux et quelques ex-gauchistes, genre de candidats qu'il n'aurait jamais imaginé présenter au Bundestag. En outre, le SPD mène sa campagne sur la semaine de 35 heures dans toute l'Europe, cherchant à présenter la CEE comme une agence potentielle du réformisme ouvrier. Les sociaux-démocrates allemands n'avancent pas au Bundestag la revendication d'une semaine de travail plus courte, se battent encore moins pour cela dans les piquets de grève, mais en parlent simplement au "Parlement" de Strasbourg qui n'a absolument aucun pouvoir pour faire quoi que ce soit. Coïncidence étrange, le SU fait aussi de la semaine de 35 heures l'un des principaux points de son programme pour les élections "européennes". Peut-être les mandéliens prétendent-ils que le parti d'Helmut Schmidt est à leur traîne !

Contre le nationalisme stalinien et le chauvinisme anti-allemand

Avec les élections "européennes", les eurocommunistes sont en train de s'égorger ; le PC français, par exemple, s'oppose à l'entrée de l'Espagne dans la CEE parce qu'elle renforcera la concurrence pour les agriculteurs français. Le PC espagnol de Carillo, qui soutient son propre chauvinisme national bourgeois et se déclare en faveur de l'entrée, dénonce en retour le parti de Marchais pour son "patriotisme de clocher" et son "électorisme minable".

Ce qui est plus grave, c'est que les stalinien français, de concert avec les gaullistes, sont en train de transformer les élections "européennes" en foyer de chauvinisme anti-allemand. Les stalinien et les gaullistes ont cherché à canaliser l'hostilité populaire contre le remède du "libre marché" du chômage de Giscard en une campagne d'hystérie contre le péril "boche". Les mots d'ordre ignobles du PC français sont par exemple "Non à une Europe allemande" et "Paris ne sera pas la banlieue de Bonn".

Le vieux social-démocrate allemand, Auguste Bebel, a appelé l'antisémitisme "le socialisme des imbéciles". En France, aujourd'hui, l'anti-"bochisme" est devenu le socialisme des imbéciles et des opportunistes. En réalité, la force industrielle de l'Allemagne est l'une des principales bases objectives pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Un Etat ouvrier allemand réunifié sera une force puissante dans la reconstruction socialiste de l'Europe, pour surmonter la pauvreté et l'arriération de la Bretagne, du Mezzogiorno, de l'Irlande, de la Grèce, etc.

Comment le SU légitime une alliance impérialiste

Les Parlements nationaux sont un acquis historique des révolutions bourgeoises démocratiques et demeurent plus progressistes que les autres formes de domination capitalistes — bonapartisme militaire ou fasciste. Mais le "Parlement" européen n'a absolument aucun contenu progressiste ; il sert purement et simplement à cacher la nature réelle de la CEE comme alliance impérialiste. La campagne du SU sur les élections de la CEE est du crétinisme parlementaire au

service d'une farce publicitaire. Que ferait-il si le conseil nord-atlantique de l'OTAN était nommé par élections directes, ou si le Commonwealth britannique colonialiste avait un pseudo-Parlement: le SU essaierait-il d'être représenté dans ces alliances impérialistes? On ne peut que supposer qu'il le ferait!

Le principal mot d'ordre du SU dans ces élections est "Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe!". Soulever ce mot d'ordre tout en se présentant au "Parlement" de Strasbourg implique que le Marché commun est d'une quelconque façon historiquement progressiste, autrement dit qu'il fournit une base objective pour l'unification socialiste de l'Europe. Mais le Marché commun n'est pas une étape progressiste vers l'unification socialiste de l'Europe, pas plus que ne le fut la conquête de la plus grande partie de l'Europe en 1939-44 par l'Allemagne nazie. La plateforme électorale du SU ne dit nulle part clairement que la CEE ne peut pas être transformée en Europe socialiste, mais doit être détruite.

Des Etats-Unis socialistes d'Europe nécessitent la destruction de la CEE qui est une alliance capitaliste dirigée non seulement contre la révolution prolétarienne en Europe de l'Ouest mais aussi contre les expressions bureaucratiquement déformées du pouvoir d'Etat prolétarien en Europe de l'Est. Même si la plateforme du SU tente de sauver la face avec une seule phrase — "pour la défense des systèmes de propriété nationalisée contre l'impérialisme" — elle ne rattache pas son opposition à la CEE à la défense militaire du bloc soviétique. Une preuve du manque de sérieux des parties "orthodoxes" du programme électoral du SU est la précipitation avec laquelle la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a abandonné toute référence à la défense des Etats ouvriers dégénéré et déformés contre l'impérialisme, à sa revendication du retrait de l'OTAN et à son opposition à l'extension de la CEE dans le but de former une liste commune avec les économistes de Lutte Ouvrière (LO). La LCR a aussi accepté l'exigence de LO que la liste commune ne comporte aucune référence à la "Quatrième Internationale". Comme LO, les mandéliens se concentrent seulement sur les principes économiques capitalistes internes du Marché commun, "opposition" similaire à celle de nombreux sociaux-démocrates de gauche.

La position de « troisième camp » social-démocrate du CORQI

Alors que la plateforme du SU pour les élections à la CEE contient une phrase sur la défense de l'URSS, son principal rival, le Comité d'Organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale (CORQI) basé en France et dirigé par Pierre Lambert, n'a même pas cette feuille de vigne d'orthodoxie trotskyste.

Bien que le Comité d'Organisation Lambertiste boycotte les élections à la CEE, sa motivation pour le faire le place sur la question à la droite des mandéliens.

Le CORQI est opposé au Marché commun principalement parce qu'il perpétue "la division de l'Europe" d'après 1945 (principalement l'Allemagne), autrement dit parce qu'il ne s'est pas étendu jusqu'au bloc soviétique. En fait, les bourgeoisies impérialistes de la CEE ont très envie de surmonter la division de l'Europe de la guerre froide en renversant le pouvoir d'Etat prolétarien et la propriété collectivisée du bloc soviétique. Le CORQI met sur le même plan les classes dirigeantes impérialistes d'Europe occidentale et la bureaucratie stalinienne soviétique comme violateurs conjoints de l'auto-détermination nationale des peuples d'Europe. Il met explicitement sur le même plan comme ennemis des classes ouvrières européennes, l'OTAN et le pacte de Varsovie. Une telle équation est un abandon criant du principe trotskyste de défense de l'URSS contre l'impérialisme.

Lambert et Cie attaquent la division de l'Allemagne avec les mots d'ordre suivants: "Unité sans condition de l'Allemagne!", "Retrait de toutes les troupes d'occupation à l'Est et à l'Ouest!", "A bas le mur de Berlin!", "Liberté d'expression, de communication, de circulation, d'organisation dans toute l'Allemagne!". Dans la réalité concrète, cela revient à appeler à une contre-révolution sociale en Allemagne de l'Est, à sa conquête par l'Etat impérialiste d'Allemagne de l'Ouest! De tels mots d'ordre auraient bien pu être avancés par Konrad Adenauer en 1950 et sont aujourd'hui avancés par une aile de la social-démocratie en place.

**Défense des acquis d'Octobre !
Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe !**

La guerre impérialiste qui éclata en 1914 indiqua que les forces productives avaient débordé les rapports de propriété capitalistes et le système des Etats-nations, et qu'il fallait une reconstruction socialiste internationale de la société, seule alternative à l'orgie barbare de destruction. La révolution bolchévique de 1917 fut le premier grand pas vers les Etats-Unis socialistes d'Europe. Mais le retard des révolutions socialistes en Europe occidentale a jeté les bases d'une dégénérescence bureaucratique de la Russie soviétique (le stalinisme). La bureaucratie stalinienne russe engagée dans la conciliation avec l'impérialisme au nom du "socialisme dans un seul pays" est un ennemi de la révolution prolétarienne à l'Ouest. Aujourd'hui, les mandéliens sont à la queue des staliniens réformistes tandis que les Lambertistes courent après leurs cousins sociaux-démocrates.

La tendance spartaciste internationale (TSI) est engagée dans la lutte pour forger la Quatrième Internationale contre l'opportunisme révisionniste des Mandel et des Lambert. Aujourd'hui, la TSI est la seule à soutenir le principe trotskyste de défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers dégénéré et déformés contre l'impérialisme comme partie intégrante du programme pour la révolution socialiste anticapitaliste en Europe de l'Ouest et pour une révolution politique prolétarienne contre le stalinisme en Europe de l'Est. L'authentique unité de l'Europe ne passera pas par une chimérique "réforme" du Marché commun des patrons, ou par le rêve de "détente" avec l'impérialisme, mais seulement par une action révolutionnaire des travailleurs de l'Est et de l'Ouest! ■

Abonnez-vous!

LE BOLCHEVIK

les 6 numéros: 12F
(y compris Spartacist)

Le Bolchévik B.P. 421 09
75424 Paris Cédex 09

Iran ...

Suite de la page 12

plus proches de ceux des lemmings que du léninisme. De tels "arguments" ne permettent, ni ne méritent de réponse politique sérieuse.

Le petit groupe centriste britannique Workers Power est une exception partielle — très partielle — à la nullité théorique des "marxistes" pro-Khomeiny. Ses polémiques contre nous sur l'Iran mettent en avant quelques arguments qui dépassent un suivisme éhonté des masses, bien que dans leur cas aussi ce soit la motivation fondamentale. Cela est peut-être moins le signe d'un sérieux politique de Workers Power que celui de sa position peu enviable dans l'éventail du pseudo-trotskyisme britannique ; en tant que petite organisation centriste limitée aux frontières nationales, Workers Power voit dans la section britannique de la TSI un formidable concurrent sur sa gauche. A moins qu'il ne puisse faire passer la Spartacist League/Britain pour des ultra-gauches sectaires sans espoir, Workers Power ne peut pas s'attendre à attirer les éléments évoluant à gauche de l'International Marxist Group (IMG) pabliste, du Socialist Workers Party ouvrieriste et réformiste de Tony Cliff, etc. Pourtant, les polémiques — pas terriblement cohérentes — de Workers Power peuvent servir de cible pour développer nos positions contre les groupes pseudo-trotskyistes qui ont soutenu les mullahs contre le chah.

Dans un commentaire critique des écrits de Boukharine, Antonio Gramsci insistait sur le fait que les polémistes marxistes devaient réfuter les arguments des plus forts et non les plus faibles de leurs adversaires. Pour tenter d'appliquer le conseil de Gramsci, nous sommes forcés de donner aux positions centristes et réformistes de nos adversaires sur l'Iran une cohérence théorique qu'ils n'ont pas en réalité.

L'opposition islamique : un mouvement de masse réactionnaire

Dans les semaines ayant précédé la chute du régime sanglant du chah, toutes les forces de l'opposition à la monarchie dans la société iranienne, y compris le prolétariat organisé et la gauche, se sont ralliées à Khomeiny. Mais le noyau central du mouvement de Khomeiny était constitué par les mullahs (le clergé chiite musulman fort de 180.000 hommes) et les commerçants du Bazar, classe marchande traditionnelle dont les bases étaient menacées par la modernisation du pays. Cette classe sociale traditionnelle est condamnée par le progrès économique et a donc naturellement tendance à adhérer à une idéologie réactionnaire et à ses expressions politiques.

Il est impensable pour des opportunistes qu'il puisse y avoir des mobilisations de masse réactionnaires contre un régime réactionnaire. L'histoire donne pourtant des exemples de mouvements réactionnaires de masse. Il est indiscutable qu'Adolf Hitler organisa un mouvement de masse qui fit tomber la République de Weimar. Aux USA, dans les années 20, le Ku Klux Klan était une organisation active, se développant et capable de mobiliser des dizaines de milliers de militants dans les rues.

L'expérience du fascisme allemand a eu un impact trop écrasant dans la mémoire de la gauche pour que nos adversaires centristes et réformistes nient la possibilité de mouvements de masse réactionnaires basés sur la petite-bourgeoisie. Mais ce n'est pas le cas,

disent-ils, pour des pays arriérés semi-coloniaux comme l'Iran. Workers Power polémique ainsi contre nous :

"L'Iran est, selon les termes de Lénine, une *semi-colonie*. Les masses, malgré toutes leurs illusions, luttent contre cet impérialisme. Si le SU [le révisionniste 'Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale'] en tire la conclusion que la classe ouvrière peut simplement être à la traîne des mullahs, s'il refuse de poser la nécessité centrale de l'indépendance de la classe ouvrière et d'une direction, les spartacistes, eux, posent le problème à l'envers. Les mullahs sont simplement réactionnaires — *identiques* aux *mouvements* petits-bourgeois réactionnaires des pays *impérialistes* comme les poujadistes en France." [souligné dans l'original]

— "Opportunists and Sectarians on Iran", *Workers Power*, février 1979

Selon nos opposants centristes et réformistes, la domination impérialiste sanctifie les masses petites-bourgeoises des pays arriérés et opprimés, les immunise contre les mobilisations réactionnaires. Les petits commerçants et le lumpenprolétariat d'Allemagne ou de France peuvent faire parfois de mauvaises choses, mais pas leurs homologues iraniens ou indiens. Nous sommes bien d'accord que l'Allemagne de Weimar était une société très différente de celle du chah d'Iran. Mais la Russie tsariste du début du XXe siècle ne l'était pas. Comme cas extrême de développement inégal et combiné, aucun pays dans le monde contemporain ne ressemble plus à la Russie, qui a donné naissance à la révolution bolchévique, que l'Iran.

Un des éléments centraux de la doctrine bolchévique était qu'en Russie tsariste le prolétariat était la *seule* classe qui fût démocratique d'une manière conséquente. Les masses petites-bourgeoises, y compris la paysannerie, pouvaient éventuellement être entraînées dans des mouvements antidémocratiques et antiouvriers. C'était une des divergences importantes à l'intérieur du groupe de l'*Iskra* de 1900-1903, divergence qui annonçait la scission ultérieure entre bolchéviks et menchéviks. Lénine s'opposa fortement à l'affirmation de Plékhanov, dans le projet de programme du parti, selon laquelle le prolétariat était en fait, dans la vie politique, "le représentant le plus avancé" de la petite-bourgeoisie. Il insistait sur le fait que :

"Naturellement la lutte du petit producteur s'accroît aussi. Seulement, sa 'lutte' est *bien souvent* dirigée *contre* le prolétariat, car sa situation même de petit producteur *oppose nettement* et sur beaucoup de points ses intérêts à ceux du prolétariat. D'ailleurs, le prolétariat *n'est en aucune façon* le 'représentant avancé' de la petite-bourgeoisie. (...) Le représentant

Women and Revolution

No to the Veil! For Workers Revolution!

**Iranian Women
Face Islamic Reaction**

n° 18 - Printemps 1979 - Prix : 3F
Le Bolchévik B.P. 42109 75424 Paris Cédex 09

• avancé du petit producteur *contemporain* qui n'a pas encore abandonné 'son point de vue', c'est bien souvent l'antisémite et l'agrarien, le nationaliste et le populiste, le social-réformiste et le 'critique du marxisme'." [souligné dans l'original]

— "Remarques sur le second projet de programme de Plékhanov", (février-mars 1902), Lénine, *Oeuvres complètes, tome 6*

L'insistance de Lénine que les masses petites-bourgeoises russes pourraient rejoindre aussi bien des mouvements réactionnaires que des mouvements démocratiques révolutionnaires n'était pas une pure spéculation théorique, mais trouvait son expression vivante dans les Cents-Noirs. S'adressant à une réunion de l'Internationale communiste en 1923, Zinoviev comparait les Cents-Noirs au nazisme allemand :

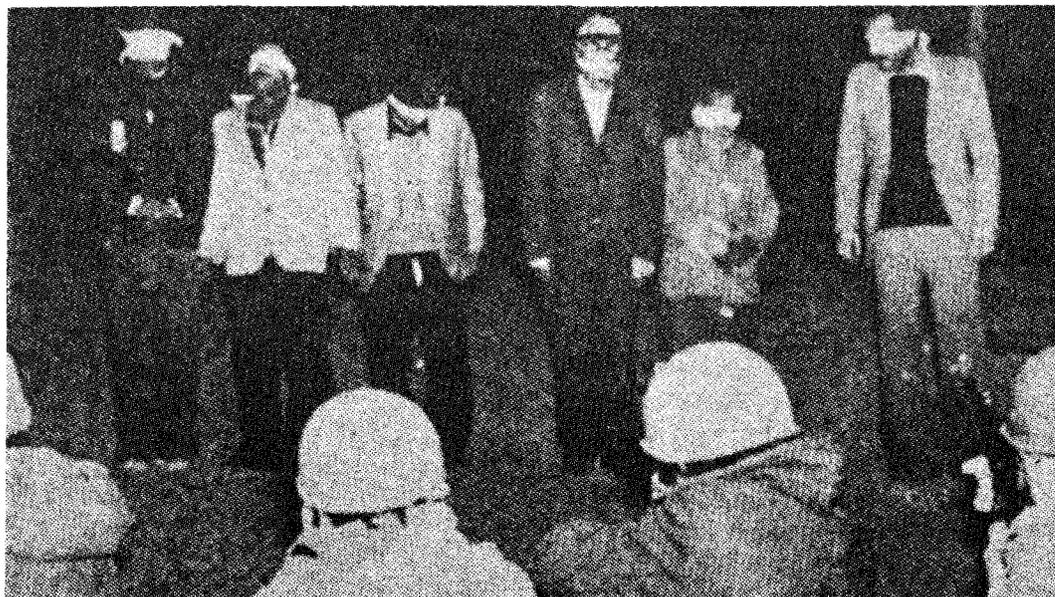
"Il y a eu **autrefois** dans notre pays un fort mouvement complètement réactionnaire que l'on appelait les Cents-Noirs. C'était en fait du fascisme russe qui utilisait très intelligemment la démagogie sociale. Le mouvement des 'Cents-Noirs' s'est développé parmi les monarchistes et soutenait la monarchie. Il avait un groupe dans **presque** chaque village, chaque ville. Tout le petit peuple, les gardiens, les domestiques, etc. les suivaient. Ce mouvement utilisait aussi les conflits religieux à ses fins propres. En un sens, c'était un mouvement *populaire* car il savait comment s'assurer le soutien de larges couches sociales, qu'il réunissait sous le manteau de la persécution démagogique des juifs. C'était un mouvement important qui attirait non seulement l'aristocratie, mais aussi des

leurs homologues contemporains l'ont fait avec Khomeiny) dans la "lutte contre l'autocratie".

Il n'est pas nécessaire d'aller chercher aussi loin dans le passé que le mouvement des Cents-Noirs de la Russie tsariste pour trouver dans un pays semi-colonial et arriéré un mouvement de masse réactionnaire, analogue à celui de Khomeiny. Il n'y a qu'à regarder l'Indonésie en 1965. La réaction politique qui a renversé le nationaliste bourgeois Soekarno et qui a anéanti le Parti communiste (alors le plus grand du monde parmi ceux n'ayant pas le pouvoir d'Etat) n'était pas simplement un coup d'Etat militaire. L'assassinat d'un *demi-million* de communistes et de travailleurs et paysans de gauche (ainsi que de nombreux hindous) a été accompli principalement par des fanatiques islamiques petits-bourgeois dirigés par les mullahs.

Révolution bourgeoise « anti-impérialiste » ?

Puisqu'il n'est pas facile de dépeindre Khomeiny comme un démocrate bourgeois (il aurait été considéré comme un réactionnaire par Henri VIII et Pierre le Grand !), l'adjectif préféré dans la gauche est "anti-impérialiste". Ce terme qui embrasse tout est un mot de code pour la collaboration de classe en Asie, en Afrique et en Amérique latine. On nous avance la conception que toute la population des pays coloniaux et semi-coloniaux, à l'exception d'une poignée de traîtres et d'agents de l'étranger (comme le chah), est deve-



Des homosexuels exécutés par les miliciens de Khomeiny

milliers de petits-bourgeois, et qui était beaucoup plus un *parti de masse* que le parti de Milioukov (cadet libéral monarchique)." [souligné par nous]

— Reproduit dans *International Communism in the Era of Lenin: A Documentary History* (1967) de Helmut Gruber

Il est vrai que les Cents-Noirs soutinrent l'autocratie jusqu'à la fin, alors que les fascistes italiens et allemands ont lutté pour s'emparer du pouvoir d'Etat. Cependant, il était historiquement possible que le mouvement des Cents-Noirs rompe avec le tsar et se batte pour le pouvoir en son propre nom, utilisant une démagogie nationale-populiste. Si un tel développement s'était produit dans la Russie de 1917, il ne fait aucun doute qu'au moins une partie des menchéviks aurait cherché à faire l'unité avec les Cents-Noirs (comme

nue révolutionnaire à cause de la domination impérialiste. Dans cette conception, les masses petites-bourgeoises sont toujours progressistes, et une partie de la bourgeoisie est également progressiste (c'est-à-dire "anti-impérialiste"). Décidément, la domination impérialiste ennoblit toutes les classes sociales en Asie, Afrique et Amérique latine.

L'idée d'unité de toutes les classes contre l'impérialisme trouve son expression, par exemple, dans la notion fictive de "révolution arabe". Voilà une "révolution" qui embrasse toute la population, qui s'étend sur des décennies et des pays, une "révolution" qui se propose *non pas* de renverser les gouvernements arabes et les classes dirigeantes actuels, mais qui est dirigée vers l'extérieur, contre les USA et Israël.

En tant que léninistes, nous reconnaissons tout à fait que les pays capitalistes avancés, principalement les USA, dominant, oppriment et exploitent les pays arriérés comme l'Iran. Ce fait historique fondamental impose un programme, une stratégie et des tactiques particuliers pour les révolutionnaires prolétariens du monde colonial. Dans ces pays, la lutte pour les droits démocratiques et contre la réaction féodale est inextricablement liée à la lutte contre la domination étrangère. Les mouvements populaires contre la réaction intérieure et la domination impérialiste sont souvent dirigés par des nationalistes bourgeois.

Les problèmes particuliers de la stratégie et des tactiques révolutionnaires prolétariennes dans les pays arriérés ont été posés la première fois au II^e congrès de l'Internationale communiste en juillet-août 1920. Là il fut reconnu que l'avant-garde communiste aurait quelquefois à soutenir et à chercher des alliances avec des "mouvements révolutionnaires bourgeois nationalistes". Mais la *condition* fixée pour un tel soutien était d'importance. Dans son rapport de la commission sur les questions nationales et coloniales, Lénine insiste :

"Un certain rapprochement s'est fait entre la bourgeoisie des pays exploités et celle des pays coloniaux, de sorte que, très souvent, et peut-être même dans la majorité des cas, la bourgeoisie des pays opprimés, tout en soutenant les mouvements nationaux, est en même temps d'accord avec la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire qu'elle lutte avec celle-ci, contre les mouvements révolutionnaires et les classes révolutionnaires. Ceci a été démontré d'une façon irréfutable à la commission, et nous avons estimé que la seule attitude juste était de prendre en considération cette distinction et de remplacer presque partout l'expression 'démocratique bourgeois' par celle de 'national-révolutionnaire'. Le sens de cette substitution est que, en tant que communistes, nous ne devons soutenir et nous ne soutiendrons les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans les cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposent pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses d'exploités. Si ces conditions ne sont pas remplies, les communistes doivent, dans ces pays, lutter contre la bourgeoisie réformiste (...)." [souligné par nous]

— Lénine, *Oeuvres complètes*, tome 31

Le soutien à Khomeiny contre le chah peut-il être justifié en référence à la position du Comintern sur les

mouvements de libération nationaux bourgeois ? D'abord, l'opposition de Khomeiny n'était pas un mouvement révolutionnaire nationaliste bourgeois. En fait, en 1920 le Comintern prit position par rapport au type de mouvement qui a pris le pouvoir aujourd'hui en Iran, mais pas exactement dans l'esprit d'un possible soutien et de coopération avec lui. Voici ce que Lénine avait à dire sur des mouvements comme celui de Khomeiny :

"11. Quant aux Etats et nations plus arriérés, où prédominent des rapports de caractère féodal, patriarcal ou patriarcal-paysan, il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit :

(...)

"3° La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc." [souligné par nous]

— "Première ébauche des thèses sur les questions nationales et coloniales", 5 juin 1920, Lénine, *Oeuvres complètes*, tome 31

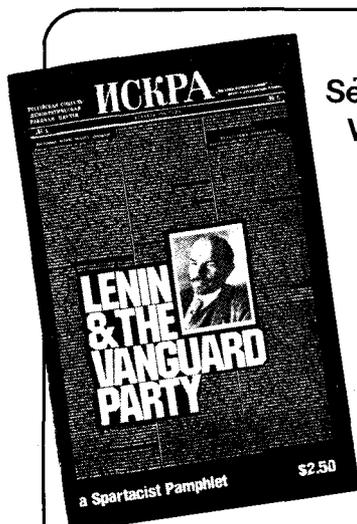
En outre, Khomeiny n'a jamais même suggéré qu'il "n'empêcherait" pas les communistes d'organiser et d'éduquer les exploités. Si les militants de gauche iraniens croyaient qu'ils pourraient jouir des libertés démocratiques sous une "République islamique", ils se racontaient des histoires. Khomeiny a toujours été clair sur le fait qu'il haïssait le communisme plus même que le chah. Dans un interview au *Monde* (6 mai 1978) largement diffusé, l'ayatollah déclarait :

"Nous ne collaborerons pas avec les marxistes même pour renverser le chah. J'ai donné des instructions spécifiques à mes partisans de ne pas le faire. Nous sommes opposés à leur idéologie et nous savons qu'ils nous poignent toujours dans le dos. S'ils viennent au pouvoir, ils établiront un régime dictatorial contraire à l'esprit de l'islam."

Un coup d'oeil sur les documents de base du Comintern sur la question coloniale suffit pour condamner pour opportunisme les soi-disant "léninistes" qui ont soutenu l'opposition islamique, et ceux d'Iran pour opportunisme suicidaire. Mais cela ne résoud pas la question générale du soutien aux mouvements nationalistes bourgeois dans le monde colonial. En 1920, les partis révolutionnaires prolétariens (communistes) des pays arriérés étaient nouveaux sur la scène politique. Les mouvements de masse bourgeois nationalistes étaient aussi relativement récents. Il est donc compréhensible et, dans un sens, correct que le Comintern de Lénine ait posé de façon algébrique la relation entre l'avant-garde communiste et le mouvement bourgeois nationaliste.

La révolution chinoise de 1925-27, en particulier, lorsque le Kuomintang bourgeois-nationaliste assassina ceux qui auraient voulu être ses alliés, les communistes, et toute l'expérience suivante montrent que la bourgeoisie coloniale ne s'abstiendra jamais "d'empêcher" les révolutionnaires d'organiser et d'éduquer les masses exploitées. Ce fut la révolution chinoise qui amena Trotsky à généraliser la théorie de la révolution permanente de la Russie tsariste à tous les pays arriérés de l'époque impérialiste. Trotsky reconnaissait que la politique de Staline-Boukharine en Chine n'était que la vieille révolution menchévique par étapes transposée aux colonies. Comme il l'écrivait en 1927 dans sa polémique "La révolution chinoise et les thèses du camarade Staline" :

"La vieille tactique menchévique de 1905-1917 (...) est aujourd'hui transportée en Chine par l'école de



Série d'articles de
Workers Vanguard
sur la lutte de Lénine
pour construire le
Parti bolchévique

112 pages
Prix: 15 F
Port inclus: 18 F

Commande: Le Bolchévik
B.P. 42109 75424 Paris Cédex 09

Martinov [idéologue de Staline-Boukharine] (...). Les arguments sont les mêmes, lettre pour lettre, qu'il y a vingt ans. Seulement, là où il y avait *autocratie*, on écrit *impérialisme*. (...) La lutte contre l'impérialisme étranger, comme la lutte contre l'autocratie, est une lutte de classe. Elle ne se laisse pas capter par l'idée du front unique national : les événements sanglants d'avril [le massacre de Shangai par Tchang Kaf-cheh], conséquence directe de la politique du bloc des quatre classes en témoignent éloquemment." [souligné dans l'original]

— *Problèmes de la révolution chinoise*

L'impérialisme dans son essence même, c'est la subordination des classes possédantes faibles des pays arriérés à la puissante bourgeoisie des métropoles. Comme Trotsky le dit :

"L'impérialisme est en Chine, dans toutes les relations intérieures, une force de première puissance. La source de cette force ne se trouve pas dans les navires de guerre du Yang-Tsé-Kiang (ce ne sont que des moyens auxiliaires), mais dans la liaison économique et politique du capital étranger avec la bourgeoisie indigène."

— *Ibid.*

Il n'y a pas de bourgeoisie anti-impérialiste et il ne peut donc pas y avoir de révolution bourgeoise démocratique anti-impérialiste en tant que telle. A l'époque impérialiste les tâches historiques de la révolution démocratique bourgeoise, y compris la libération nationale, ne peuvent être réalisées que par une révolution socialiste prolétarienne.

Fronts uniques dans la lutte contre l'impérialisme

Pour les léninistes, un front unique est un accord spécifique, *ponctuel* pour une *action* commune : "Marcher séparément, frapper ensemble", ainsi fut formulé le mot d'ordre du front unique par le Comintern des premières années. Trotsky distingua nettement ceci d'un bloc politique de propagande. De plus, les tactiques de front unique couvrent un large champ d'activité et ne sont pas toutes interchangeable. Il y a donc une distinction fondamentale à faire entre un soutien militaire à des forces nationalistes bourgeoises (par exemple, le soutien au FLN algérien contre l'armée française et les colons terroristes) et un soutien politique (par exemple, électoral). La tactique du soutien électoral critique ou même la tactique de l'entrisme peuvent quelquefois être appliquées à des partis sociaux-démocrates (par exemple, le Labour Party britannique) ou staliniens (par exemple, le Parti communiste français) qui ont pour base la classe ouvrière organisée. Une telle tactique, utilisée pour démasquer les dirigeants traîtres réformistes, peut être justifiée parce qu'elle représente au moins un premier pas vers l'indépendance politique des ouvriers, en traçant une ligne de classe contre les partis bourgeois. Mais les révolutionnaires n'accordent jamais un tel soutien politique à des formations bourgeoises, même si elles ont une démagogie radicale ou "socialiste" ou une large base populaire. A la différence des partis réformistes basés sur la classe ouvrière, les mouvements nationalistes bourgeois (par exemple, le Kuomintang chinois, le FLN algérien, le péronisme argentin) ne sont pas simplement des directions traîtres mais des ennemis de classe — ils peuvent tourner leur veste et *détruire* leur soutien ouvrier sans pour autant se suicider politiquement.

Il y a, bien sûr, des luttes spécifiques *partielles* contre la domination impérialiste (par exemple, pour

l'indépendance politique) qui sont progressistes et souvent dirigées par des nationalistes bourgeois. Les régimes nationalistes bourgeois prennent quelquefois des mesures contre le capital étranger (par exemple, la nationalisation des gisements pétroliers du Mexique par Cardenas en 1937, la nationalisation du Canal de Suez par Nasser) que les révolutionnaires soutiennent et défendent si nécessaire. Une avant-garde révolutionnaire égyptienne, par exemple, aurait donné un soutien militaire à Nasser contre l'invasion anglo-franco-Israélienne de représailles contre la nationalisation du Canal de Suez en 1956.

Le bien-fondé de telles tactiques de front unique dépend entièrement du contenu progressiste de ce qui est concrètement l'enjeu du combat et pas du tout de la façade "anti-impérialiste" des forces bourgeoises impliquées. En fait, quand il s'agit de la défense de *véritables* droits nationaux contre une attaque impérialiste, nous acceptons de faire cause commune même avec des ultra-réactionnaires. Hailé Sélassié, par exemple, était un autocrate féodal. Néanmoins, les marxistes-révolutionnaires lui ont donné un soutien militaire dans la défense de l'Ethiopie contre sa conquête par l'Italie de Mussolini. Un autre exemple : Tchang Kaf-cheh dans les années 30 était un réactionnaire sanguinaire à côté duquel les Pahlavi d'Iran font figure de saints hommes humanitaires. De plus, la Chine du Kuomintang était au moins aussi liée à l'impérialisme américain que l'Iran du chah. Néanmoins, lorsque le Japon déclencha une guerre de conquête contre la Chine en 1937, Trotsky exhorta ses partisans chinois à participer activement à la résistance nationale contre le Japon impérialiste malgré le fait que Tchang était à sa direction.

Pour les opportunistes au contraire, les fronts uniques dans les anciens pays coloniaux sont basés sur le prétendu caractère progressiste ("anti-impérialiste") des forces bourgeoises à la traîne desquelles ils sont. Ainsi, le mouvement de Khomeiny fut présenté comme "anti-impérialiste" et inversement le chah fut décrit *non* comme un représentant de la bourgeoisie iranienne, mais comme un agent direct de l'impérialisme américain, sorte d'agent de la CIA à un haut niveau. Dans ses polémiques contre nous, *Workers Power* écrit : "La position des spartacistes, en pratique, exclut la possibilité d'un front unique anti-impérialiste contre le chah en Iran" ("Rights and Wrongs of the Spartacists", *Workers Power*, janvier 1979).

Même si Khomeiny était un nationaliste bourgeois avec un programme démocratique (ce qu'il n'est absolument pas), nous rejeterions ce que *Workers Power* entend par "front unique anti-impérialiste". Ce mot d'ordre fut avancé pour la première fois au IV^e congrès de l'Internationale communiste en 1922 où il était associé à une agitation pour des "accords temporaires"

SPARTACIST BRITAIN

Mensuel de la
Spartacist League/Britain

Abonnez-vous! Prix: 20F (12 numéros)

Le Bolchévick B.P. 42109 75424 Paris Cédex 09

avec des nationalistes bourgeois dans la lutte contre la domination impérialiste. Même à cette époque il fut utilisé pour justifier une capitulation devant des nationalistes bourgeois. Dans le débat autour des "Thèses



Le prix de la politique criminelle de Staline subordonnant le PC chinois à Tchang Kai-shek : le Kuomintang massacre les communistes en 1927

générales sur la question d'Orient" où le mot d'ordre fut avancé pour la première fois dans le Comintern, un délégué chinois argumentait :

"En soutenant que le front unique anti-impérialiste est nécessaire pour se débarrasser de l'impérialisme en Chine, notre parti a décidé de former un front national avec le parti nationaliste révolutionnaire du Kuomintang. (...) Si nous n'entrons pas dans ce parti, nous resterons isolés, prêchant un communisme qui est, il est vrai, un idéal grand et sublime, mais que les masses ne suivront pas".

— Cité dans Jane Degras, éditeur,
The Communist International 1919-1943, Documents, Vol. 1

Au sein du bureau politique du Parti communiste russe, Trotsky s'est opposé dès le début à l'entrée dans le Kuomintang. Le massacre tragique de Shanghai en avril 1927 fut la conséquence sanglante de cet entrisme. Et ceux qui appellent au soutien politique à l'opposition islamique cèdent aux mêmes impulsions capitulaires que celles qui conduisirent à entrer dans le Kuomintang — seulement c'est pire, car, au moins, le parti de Tchang Kai-shek était "progressiste" par rapport aux seigneurs de la guerre. Il voulait débander les pieds, couper les nattes, etc. Ce n'est pas le cas des mullahs qui veulent réimposer le voile.

Il peut y avoir des actions spécifiques de front unique de caractère anti-impérialiste entre des révolutionnaires prolétariens et des nationalistes bourgeois, comme par exemple une marche contre une base militaire coloniale. Naturellement, les révolutionnaires se joindraient à un soulèvement de masse en faveur de l'indépendance, insistant pour qu'il aille plus loin que ce que souhaitent ses dirigeants bourgeois ou petits-bourgeois dans la rupture avec l'impérialisme. Mais ce que souhaitent faire les révisionnistes pseudo-trotskyistes avec le mot d'ordre de "front unique anti-impérialiste" est exactement ce que firent Staline-Dimitrov avec le mot d'ordre de "front unique contre le fascisme" au VIIe congrès du Comintern en 1935 : l'utiliser comme mot de code pour un bloc politique

avec une partie des exploités, aspirants ou déjà en place. Le concept essentiellement stalinien de "front unique anti-impérialiste" équivaut à soutenir les groupes bourgeois qui défendent (ou prétendent défendre) une *politique étrangère* moins pro-occidentale que leurs principaux opposants. En pratique, le "front unique anti-impérialiste" signifie soutenir Indira Gandhi en Inde contre le Janata, le colonel Mengistu en Éthiopie contre tout le monde, etc.

Le contenu réactionnaire, antidémocratique, du "front unique anti-impérialiste" est bien illustré au Pérou. A l'échelle de l'"anti-impérialisme", le général Velasco Alvarado au Pérou était en avance sur l'ayatollah Khomeiny de plusieurs années-lumière. La junte de Velasco (1968-75) effectua une vaste réforme agraire et nationalisa plusieurs des principaux secteurs industriels du pays, y compris les grandes compagnies américaines du cuivre et du pétrole (Texaco). Il rétablit des relations diplomatiques avec Cuba et développa des liens étroits avec le bloc soviétique, ce qui est plutôt inhabituel pour un pays situé dans la basse-cour de l'impérialisme américain.

La logique du "front unique anti-impérialiste" appelait au soutien au coup d'Etat de Velasco en 1968 contre le gouvernement parlementaire centre-droite de Belaunde Terry, et au soutien à la junte au pouvoir contre les partis d'opposition bourgeois pro-Washington (l'APRA réactionnaire, pseudo-populiste et lié à la CIA et le Parti populaire chrétien conservateur). Naturellement, les staliniens pro-Moscou ont soutenu les généraux "progressistes" exactement de cette façon. Le bloc international "trotskyiste" révisionniste de Guillermo Lora et Pierre Lambert — le Comité d'Organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale — a aussi tendu la main à la junte de Velasco pour un "front unique anti-impérialiste". C'est à cause de son soutien au régime militaire bonapartiste, oppressif, bien qu'"anti-impérialiste", que le Parti communiste pro-Moscou est à juste titre discrédité aux yeux des masses travailleuses péruviennes. Et le Conseil révolutionnaire islamique de Khomeiny est, par comparaison, en train de faire passer la junte péruvienne pour une bande de bons samaritains libéraux au cœur tendre !

Politique révolutionnaire en Iran

Nos opposants réformistes/centristes prétendent que le mot d'ordre de la TSI "A bas le chah ! A bas les mullahs !" signifiait un abstentionnisme politique dans cette période d'agitation révolutionnaire. C'est leur argument en dernier recours. Alors que les masses renversaient le chah, ils invectivaient et croyaient en partie que les spartacistes appelaient les révolutionnaires iraniens à rester à la maison, à étudier *Le Capital* peut-être. Bien sûr, pour des opportunistes, l'activisme politique est toujours synonyme de suivisme par rapport au mouvement des masses ; pas pour des révolutionnaires. En réalité, nous avons développé une *ligne politique active et interventionniste* à chaque étape de la crise iranienne, des manifestations islamiques de masse de l'été dernier, en passant par celle de la vague de grèves qui paralysa l'économie plus tard dans l'année, aux débuts aujourd'hui des manifestations des forces de gauche et démocratiques contre les premières mesures prises par Khomeiny pour mettre en place sa République islamique.

La principale action de l'opposition islamique a consisté en une série de manifestations de masse aux cris

de "Dieu est grand" et "Vive Khomeiny". Le programme de ces manifestations, qui était absolument transparent, était de *remplacer* l'autocratie du chah par un Etat théocratique sous l'égide de Khomeiny. La participation à ces manifestations *ne pouvait pas être autre chose* qu'un soutien au régime des mullahs, c'est-à-dire le soutien à un régime du type de celui qui détient le pouvoir aujourd'hui.

Des réformistes sans vergogne comme ceux du SWP américain ont simplement recours à des subterfuges du type "blanc c'est noir", argumentant que le voile est plus un "symbole de résistance au chah" (dixit Cindy Jaquith) que l'expression du *pardah*, le traditionnel isolement musulman des femmes ; que pour les masses une République islamique signifiait une République des ouvriers et paysans (d'après Barry Shepard) ; ou que "Allah akbar" (Dieu est grand) signifiait *en réalité* que le peuple était plus fort que l'armée du chah ("contribution" de Brian Grogan). Là où les réformistes donnent tout simplement dans le mensonge, les suivistes centristes, tel Workers Power, ont recours au confusionnisme pseudo-orthodoxe :

"Bien que nous ne cachions en aucune façon que les véritables buts des mullahs ne sont pas et ne peuvent pas être ceux de la classe ouvrière, nous affirmons que les trotskystes doivent participer aux actions contre le chah et les généraux".

— "Opportunists and Sectarians on Iran", *Workers Power*, février 1979

De qui se moque-t-on ? Tout groupe de gauche qui aurait tenté de participer aux manifestations à la gloire de Khomeiny avec des mots d'ordre opposés à une République islamique aurait reçu une leçon expéditive de la justice coranique !

Workers Power prétend que la participation aux manifestations khomeinistes équivaut à un "front unique militaire anti-impérialiste de facto" (*Ibid.*). Mais ces manifestations *n'étaient pas* une guerre civile dans laquelle une victoire de l'armée du chah aurait signifié l'*écrasement* des forces populaires, et donc où une politique de défensisme révolutionnaire aux côtés des forces dirigées par les mullahs aurait été de rigueur. Les manifestations étaient essentiellement une tactique de pression pour islamiser l'appareil d'Etat existant. Ce que la direction khomeiniste cherchait était clairement un coup d'Etat contre le chah avec à sa tête l'équivalent perse du "soldat de l'islam" pakistanais, le général Zia. Les manifestations pour une République islamique *n'étaient que ça*.

En nous opposant d'une manière principielle à la participation aux manifestations khomeinistes, nous n'avons pas opté pour le quiétisme politique. En fonction de ses ressources et de la situation militaire concrète, une organisation trotskyste en Iran aurait utilisé l'ouverture créée par l'apparition d'une opposition islamique de masse et les hésitations occasionnelles de l'appareil répressif du chah pour faire de l'agitation sur des revendications démocratiques - révolutionnaires et sur la totalité de son programme de lutte de classe. Une avant-garde trotskyste aurait aussi cherché à faire rompre d'avec Khomeiny la base des groupes de gauche, principalement les fedayin en proposant à ces organisations une série d'actions de front unique contre le chah, actions indépendantes du mouvement des mullahs et qui lui auraient été politiquement opposées.

Le chah n'a pas été détrôné seulement par les manifestations à la gloire de Khomeiny, diront alors les

centristes/réformistes, mais aussi par les grèves ouvrières, principalement dans le secteur décisif des raffineries. Vrai. Mais alors que nos opposants suivistes ont *mélangé* les manifestations petites-bourgeoises réactionnaires et la vague de grèves prolétariennes en un unique mouvement "anti-chah" sans contenu de classe, nous avons tracé une ligne essentielle entre elles. Il est certain que les grèves furent des coups portés contre la monarchie bien qu'elles aient eu au départ un très fort contenu économique. Le fait que la grève décisive — celle des ouvriers des raffineries — *n'avait pas* le mot d'ordre de République islamique, même si probablement bon nombre d'ouvriers soutenaient dans une certaine mesure l'opposition de Khomeiny, est significatif.

Un parti révolutionnaire en Iran aurait, bien sûr, soutenu vigoureusement les grèves, et fait tout ce qui était en son pouvoir pour les renforcer et les étendre, tout en demandant aux ouvriers de *n'accorder aucun soutien* à l'opposition islamique. Comme nous l'avons écrit un mois avant la fuite du chah :

"Les grèves engagées maintenant par les ouvriers iraniens pourraient être la base d'une mobilisation indépendante du prolétariat comme adversaire de Khomeiny dans la lutte pour le pouvoir, et non comme chair à canon pour les mullahs. A l'époque impérialiste, les tâches démocratiques de libération des nationalités opprimées, de révolution agraire et d'affranchissement de la domination impérialiste ne peuvent être accomplies que sous la direction du prolétariat iranien. Mais pour satisfaire ces revendications démocratiques pressantes, il faut instaurer la dictature du prolétariat, et non dissoudre la classe ouvrière dans les masses petites-bourgeoises."

— "Down with the Shah! Don't Bow to Khomeini!", *Workers Vanguard* n° 221, 15 décembre 1978

Une fois le chah enfui, la fureur populaire s'est retournée contre la police et particulièrement contre la SAVAK hafe ; leurs membres furent pourchassés et tués par la foule en colère. La direction islamique s'est opposée à ces repréailles spontanées contre les tortionnaires du chah, car elle cherchait un rapprochement avec au moins une partie des généraux et craignait aussi le "chaos dans les rues". Un parti révolutionnaire en Iran aurait non seulement participé aux attaques contre la SAVAK, mais aurait essayé de les organiser sur une base de front unique en mettant sur pied des tribunaux populaires. Comme nous l'avons écrit en janvier :

"Ainsi les mullahs se rendent bien compte que les mobilisations populaires contre la SAVAK vont à l'encontre de l'installation de leur juridiction et au maintien de bonnes relations avec le corps des officiers. Les tribunaux populaires pour punir les tortionnaires de la SAVAK pourraient constituer un

Journal de la Spartacist League/US

**WORKERS
VANGUARD**

Abonnement: 80F les 24 numéros
Spartacist Publishing Co. Box 1377 GPO,
New York, N.Y. 10001, USA

début de double pouvoir révolutionnaire dirigé à la fois contre la hiérarchie religieuse et le corps des officiers."

— "Shah Flees", *Workers Vanguard* n° 223, 19 janvier

Pendant l'intérim de Bakhtiar, particulièrement après le retour d'exil de Khomeiny, il était parfaitement possible que les généraux tentent de noyer dans le sang l'opposition de masse. C'était le dernier message du chah à ses officiers supérieurs. Comme nous l'avons écrit juste après la victoire des mullahs :

"Si une telle confrontation avait explosé en guerre civile, les marxistes auraient donné un soutien militaire aux forces populaires mobilisées par les mullahs contre une caste des officiers intacte, en même temps que notre opposition politique intransigeante à ce mouvement à direction réactionnaire aurait cherché à polariser les masses sur une ligne de classe et à rallier les ouvriers et la couche la plus défavorisée de la petite-bourgeoisie autour d'un pôle prolétarien."

— "Mullahs Win", *Workers Vanguard* n° 225, 16 février

Une telle politique de défensisme révolutionnaire aurait été justifiée et nécessaire, *non pas* parce que Khomeiny est plus progressiste ou anti-impérialiste que le chah, mais parce que, comme dans toute guerre, la question décisive était de savoir quelle était la répartition des forces de classe et quelles conséquences aurait la victoire d'un côté ou de l'autre. Si les généraux avaient gagné une telle guerre civile, ils auraient écrasé non seulement les fanatiques islamiques mais aussi les éléments avancés du prolétariat iranien et de la gauche organisée.

Dans la période de la guerre civile espagnole, Trotsky expliqua aux ultra-gauches qui argumentaient que, puisque les marxistes n'accordaient aucun soutien politique au front populaire de Negrin dans les élections, lui donner un soutien militaire contre Franco était une "dégénérescence ouverte dans une politique front populaire de 'moindre mal' (...)":

"Prenons un exemple : deux bateaux avec des armes et des munitions (...) — un pour Franco, l'autre pour Negrin. Quelle devrait être l'attitude des travailleurs ? (...)

"Nous ne sommes pas neutres. Nous laisserons passer le bateau avec les munitions pour le gouvernement

Negrin. Sans illusions, de ces balles, neuf sur dix seront dirigées contre les fascistes, au moins une contre nos camarades. Mais de celles qui sont destinées à Franco, dix sur dix seront dirigées contre nos camarades. (...) Bien entendu, s'il se produit en Espagne une insurrection ouvrière armée, nous essaierons de diriger le bateau et son chargement de munitions vers les mains des ouvriers révoltés. Mais, tant qu'ils ne sont pas assez forts pour cela, nous choisissons le moindre mal. (...)

"La guerre civile entre Negrin et Franco n'a pas la même signification que la compétition électorale entre Hindenburg et Hitler. Si Hindenburg avait commencé une lutte militaire contre Hitler, alors il aurait constitué un 'moindre mal'. Mais Hindenburg n'était pas le 'moindre mal', il n'a pas fait à Hitler une guerre ouverte (...)." [souligné dans l'original]

— "Contre le 'défaitisme' en Espagne (Réponse à des questions concernant la situation espagnole, 14 septembre 1937)"

Trotsky souligna ici à plusieurs reprises la différence capitale entre une guerre civile et les tactiques de pression de la démocratie bourgeoise (élections, etc.). En essayant de prétendre que les manifestations anti-chah dirigées par les mullahs équivalent à une guerre civile, Workers Power dissimule simplement son soutien politique à Khomeiny et à sa République islamique.

Après Khomeiny, nous ?

C'est devenu un lieu commun parmi les groupes pseudo-trotskyistes de faire une analogie entre le rôle de Khomeiny et celui d'Alexandre Kérensky entre les Révolutions de Février et d'Octobre en Russie. Barry Sheppard du SWP américain a déclaré au cours du meeting de New-York déjà mentionné : "Dire 'A bas le chah, A bas les mullahs' est la même chose que dire en Russie en 1914, 'A bas le tsar, A bas Kérensky'". De même, son organisation soeur britannique, l'IMG mandélienne, déclara : "S'il [Khomeiny] ressemble beaucoup à quelqu'un, c'est à Kérensky, bien que les analogies par nature ne soient jamais exactes" ("Iran's February Revolution", *Socialist Challenge*, 15 février). Cette analogie-ci n'est pas seulement inexacte, mais elle est tellement loin de la réalité qu'il est difficile de la traiter politiquement. Des analogies entre la Ré-



Face aux attaques de la réaction islamique, des milliers de femmes manifestent le 8 mars à Téhéran

volution russe de Février et ce qui s'est passé en Iran ne seraient valables que si le tsar avait été renversé par un mouvement dirigé par le métropolitain Tikhon de l'Eglise orthodoxe russe.

Kérensky fut un personnage accidentellement porté sur le devant de la scène par la révolution. Il était insignifiant avant février 1917. Ce fut précisément l'absence d'identité politique précise de Kérensky et son absence de liens solides avec un parti qui ont fait de lui un "dirigeant" acceptable pour les cadets libéraux bourgeois, les socialistes-révolutionnaires populistes et petits-bourgeois et les menchéviks réformistes. Khomeiny a été tout sauf un personnage accidentel dans le renversement du chah. Il était le dirigeant en place de la secte religieuse dominante. Il entra en opposition au chah précisément à cause de la tentative superficielle d'occidentalisation de la monarchie (la "révolution blanche" de 1963), en particulier la réforme agraire, qui portait préjudice aux intérêts économiques de la mosquée, et les droits des femmes.

Il y a cependant une logique politique cachée derrière la fixation des pseudo-trotskyistes sur l'analogie stupide Khomeiny-Kérensky. Tout le monde sait que Kérensky ne fut qu'un personnage transitoire, facilement renversé par les bolchéviks après quelques mois de pouvoir. En faisant cette analogie Khomeiny-Kérensky, nos adversaires "trotskyistes" révisionnistes expriment leur conviction — ou en tout cas leur espoir — que (bientôt) : "Après Khomeiny, nous". C'est peut-être là la raison fondamentale du soutien de la gauche à un mouvement religieux manifestement réactionnaire en Iran. C'était une manoeuvre cynique que de soutenir les mullahs contre le chah, sur la base de la supposition que l'"inévitable radicalisation" ("la dynamique objective") de la révolution conduirait la gauche au pouvoir. La plupart des efforts de la gauche pour embellir ce fanatique religieux arriéré en lui donnant l'image d'une sorte de démocrate radical n'étaient sans aucun doute que des gestes hypocrites pour se concilier les bonnes grâces des partisans iraniens de Khomeiny.

L'argumentation la plus subtile pour défendre le soutien aux mullahs contre le chah est peut-être un amalgame de cynisme et d'objectivisme. C'est quelque chose du genre : admettons que Khomeiny soit un religieux réactionnaire ; s'il prend le pouvoir et consolide son régime, celui-ci pourrait bien être même plus réactionnaire que le chah, au moins dans sa politique intérieure. Mais une République islamique réactionnaire est très improbable aujourd'hui en Iran. Pour renverser le chah, Khomeiny doit lâcher la bride à des forces populaires qu'il ne peut contrôler et qui l'empêcheront d'appliquer son programme. Dans le chaos politique qui suivra le renversement du chah, la gauche l'emportera sur Khomeiny. Bien que le soutien de la gauche à Khomeiny soit une politique opportuniste, il y a certainement là-dedans une méthodologie similaire à la position stalinienne ultra-gauche de la troisième période dont la formulation était "Après Hitler, nous".

Les staliniens allemands avaient développé tous ces arguments : Hitler était à la tête d'une coalition instable du grand capital et de la petite-bourgeoisie ruinée, qui devait bientôt éclater ; il ne pourrait jamais mettre en pratique son programme social démagogique. Mais avec la force combinée du mouvement de masse fanatisé qui le soutenait et des forces armées, Hitler édifia son Troisième Reich sur le cadavre du mou-

vement ouvrier organisé. Avoir une politique cynique de soutien à Khomeiny contre le chah, en escomptant qu'on puisse le renverser au lendemain de sa victoire, équivaut à jouer à la roulette russe avec cinq balles dans le barillet. Khomeiny a maintenant entre ses mains, bien que pas encore fermement, les ressources du pouvoir d'Etat. Il s'assurera certainement la loyauté de la caste des officiers demeurée intacte, au moment de n'importe quelle attaque massive contre la gauche ou le mouvement ouvrier. De plus, Khomeiny jouit d'une énorme autorité populaire, particulièrement parmi les masses rurales arriérées, non seulement en tant qu'imam des fidèles, mais également en tant que vainqueur du chah détesté.

En tant que révolutionnaires, nous ne sommes jamais fatalistes en ce qui concerne la victoire de la contre-révolution. Début 1933, lorsqu'Hitler fut nommé chancelier, Trotsky appela la classe ouvrière à se soulever contre lui. De même, nous appelons aujourd'hui en Iran à un front unique de défense regroupant le mouvement ouvrier, la gauche et les forces démocratiques laïques contre la terreur imminente de la réaction islamique :

"Des fedayin aux femmes dans les rues, tous les secteurs non-islamiques de la société sont sous la menace des fusils des fanatiques musulmans. La protection par les fedayin des manifestations de femmes à Téhéran est un signe encourageant qu'il existe une base pour un front unique de défense regroupant la gauche, les forces prolétariennes et démocratiques et laïques.

"Les révolutionnaires en Iran feraient de l'agitation pour la formation de milices ouvrières basées sur les comités d'usine et les organisations syndicales qui constitueront l'épine dorsale d'un tel front unique contre le régime des mullahs !".

— "No to the Veil!", *Workers Vanguard* n° 227, 16 mars

Mais nous reconnaissons que l'avantage politique et militaire est maintenant dans le camp du Conseil révolutionnaire islamique et non dans celui des opportunistes suicidaires de la gauche iranienne et de la classe ouvrière tragiquement fourvoyée. Khomeiny ne fanfaronne pas quand il menace :

"Si la direction unique n'est pas acceptée par tous les groupes, je considérerai cela comme une rébellion contre la révolution islamique, et j'avertis ces bandits et éléments hors-la-loi que nous avons été capables d'abattre le chah et son régime satanique, et que nous sommes assez forts pour nous occuper d'eux."

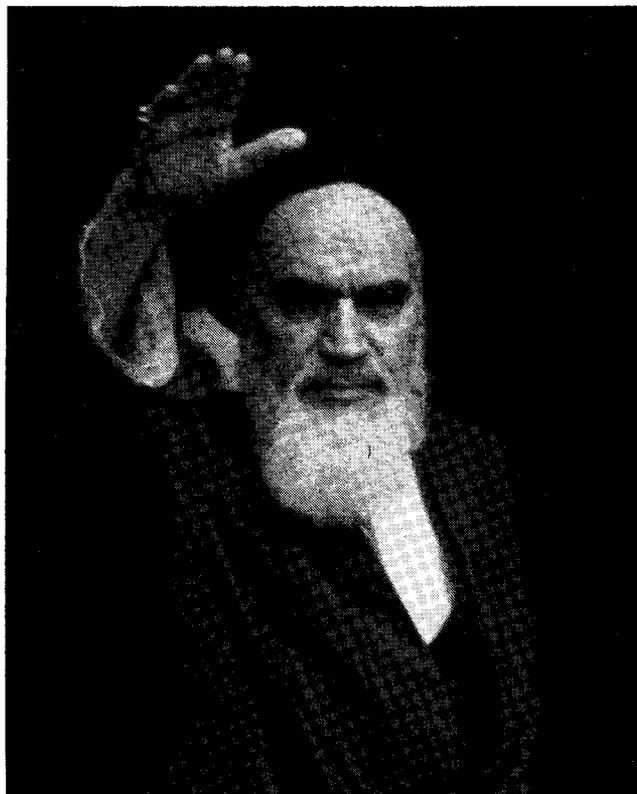
— *New York Times*, 20 février

Comment Khomeiny a-t-il acquis la force d'abattre le chah ? Elle ne lui a pas été fournie simplement par la base petite-bourgeoise traditionnelle de la mosquée, les marchands du Bazar et autres couches sociales semblables. C'est aussi le soutien de la gauche iranienne (le parti Toudeh stalinien pro-Moscou et l'éclectique organisation stalinienne des fedayin) qui a fourni à Khomeiny les armes qu'il va maintenant retourner contre elle. Et les militants de gauche qui ont acclamé les mullahs dans les rues, de l'étranger — les Jack Barnes, Ernest Mandel, Gerry Healy — partagent aussi la responsabilité de la terreur réactionnaire qui monte en Iran. Chaque femme non-voilée frappée, chaque petit malfaiteur flagellé, chaque militant ouvrier torturé par une SAVAK islamique aura raison de maudire tous ceux qui ont aidé à la venue au pouvoir de leurs nouveaux tortionnaires.

Traduit de *Workers Vanguard* n°229

L'Iran et la gauche

Pourquoi ils ont soutenu la réaction islamique



En un sens, il est maintenant facile de polémiquer contre ces gens de gauche, et particulièrement ceux qui se réclament du trotskysme, qui ont soutenu l'opposition islamique au chah. Nous avons dit que Khomeiny au pouvoir chercherait à réimposer le voile, à réinstaurer les châtiments barbares (la flagellation, l'amputation), à réprimer les minorités nationales et à écraser la gauche et le mouvement ouvrier aussi impitoyablement que l'a fait le chah. Propagande impérialiste, criaient-ils, Khomeiny dirige une grande lutte progressiste ! Ainsi un groupe anglais soi-disant trotskyste nous accusait :

"Les spartacistes lancent une série d'accusations contre l'opposition dirigée par les mullahs, en conséquence desquelles ils caractérisent le mouvement comme un mouvement de 'réaction cléricale'. Nombre de ces accusations ne sont que la répétition acritique des ordures chauvines qui ont rempli les colonnes de la presse américaine tout au long de l'automne. Les mullahs, déclarent-ils, veulent retourner à l'Iran du VIII^e siècle après J.C. (...) Ils veulent introduire les châtiments de la sauvage loi islamique ; lapidation, pendaison publique et flagellation, etc. Ils veulent imposer le port du voile et revenir sur les droits accordés aux femmes par le chah (...)." — *Workers Power*, février 1979

Eh bien ?

Aujourd'hui, toutes les informations venant d'Iran prouvent que la tendance spartaciste internationale (TSI) avait manifestement, indiscutablement, raison à 100%. Les rues de Téhéran se sont remplies des cris angoissés de ceux qui, des femmes libérales de la classe moyenne aux guérillistes guévaristes, clament qu'ils ont été dupés par la révolution de Khomeiny. Malheureusement, la voix des révolutionnaires qui mettaient en garde contre les buts cléricaux réactionnaires des mullahs a été noyée dans la clameur des

opportunistes qui chantaient les louanges de l'ayatollah "anti-impérialiste". Ce sont les masses iraniennes qui en paieront le prix.

Malheureusement, nos principaux opposants aux Etats-Unis et en Europe sont tellement cyniques et éloignés des conséquences immédiates de leur soutien à la révolution des mullahs qu'ils ne répudieront pas leur position. Ils obscurciront ou peut-être nieront qu'ils ont soutenu Khomeiny ou bien ils confectionneront des théories étapistes bien élaborées pour le justifier. Cependant certains éléments subjectivement révolutionnaires pourraient bien être suffisamment choqués à la vue des flics de Khomeiny en train de tirer sur les femmes protestant contre le port du voile pour reconsidérer leur solidarité avec l'opposition des mullahs au chah. Mais à moins que ces militants de gauche ne rompent avec la *méthodologie antimarxiste* qui les a conduits à soutenir la réaction islamique en Iran, ils finiront par soutenir demain les Khomeiny d'Egypte, d'Inde ou d'Indonésie.

Polémiquer contre les arguments méthodologiques des groupes de gauche pro-Khomeiny n'est pas si facile, car ils n'en ont avancé aucun. Le fait que Khomeiny ait dirigé les masses dans les rues est présenté comme le début et la fin de tout débat. Affrontant les spartacistes au forum du 4 mars à New-York, le dirigeant du Socialist Workers Party (SWP), Barry Sheppard, s'écria :

"Les révolutionnaires étaient avec Khomeiny et avec cette révolution, ils étaient avec les masses dans les rues contre la monarchie. Seuls les contre-révolutionnaires se tiendraient de côté dans ce combat (...)." —

"Si c'est populaire, courons après" semble être la devise de ces suivistes invétérés, dont les instincts sont

Suite page 4